

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 85 - 1990 - Fasc. 3

SOMMAIRE

- Une famille viennoise aux XVIII^e et XIX^e siècles :
LES ALMERAS ET LEURS ALLIANCES,
par Roger DUFROID
- La Marquise de Sade, par Marie-France MELMOUX

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES « AMIS DE VIENNE »

REVUE TRIMESTRIELLE

publiée par la SOCIÉTÉ DES AMIS DE VIENNE

pour « *répandre la connaissance de l'histoire de la Ville
et des antiquités viennoises* » (article premier des statuts).

Pour 1990

Le numéro	35,00 F
Abonnement annuel normal	110,00 F
Abonnement de soutien	130,00 F
Retraités et étudiants	90,00 F

Avis important : Les abonnements commencent avec le premier numéro de chaque année. Les numéros déjà sortis de presse dans l'année, au moment du règlement d'un abonnement nouveau, seront remis ou envoyés au nouvel abonné.

Correspondance : Secrétaire des « AMIS DE VIENNE », Office de Tourisme, cours Brillier, 38200 VIENNE.
C.C.P. « Amis de Vienne » - LYON 185-71 J.

Le Comité de rédaction laisse aux auteurs des articles
l'entière responsabilité des opinions émises.

EN COUVERTURE : Médaillon d'une frise de marbre avec incrustations,
du triforium de la cathédrale Saint-Maurice de Vienne (XIII^e siècle).

ATTENTION !

TOUS LES ABONNEMENTS COMMENCENT AU 1^{er} JANVIER

Vous êtes donc priés de payer votre cotisation dans les meilleurs délais. Comme il n'est pas possible d'envoyer des lettres de rappel, le Conseil d'Administration a décidé de supprimer l'abonnement aux retardataires.

Faites un effort pour que ce bulletin continue à paraître. Dès aujourd'hui, envoyez votre cotisation.

MERCI.

— POUR LES NOUVEAUX ABONNÉS —

FICHE D'ABONNEMENT AU BULLETIN DES « AMIS DE VIENNE » POUR L'ANNEE 1990

NOM : Prénoms :

Adresse exacte (pour l'envoi du bulletin par Poste) :

TARIF ABONNEMENT pour 1990 :

Abonnement de soutien	130 F
Abonnement normal	110 F
Etudiants - Retraités	90 F

A retourner, accompagné du règlement par :

chèque bancaire ou par C.C.P. LYON 185-71 J

à l'adresse suivante :

« Amis de Vienne » - Office du Tourisme - Cours Brillier - 38200 VIENNE.



ACTIVITÉS

ELLES PARAÎTRONT PAR VOIE DE PRESSE LOCALE.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ
DES
AMIS DE VIENNE

Société fondée en 1904



N° 85 - 1990 - Fasc. 3

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ

DES

AMIS DE VIENNE

Revue fondée en 1894

ACTIVITÉS

ALBUM DES AMIS DE VIENNE



N° 82 - 1990 - Fasc. 2

UNE FAMILLE VIENNOISE AUX XVIII^e ET XIX^e SIÈCLES : LES ALMÉRAS ET LEURS ALLIANCES

par ROGER DUTROID

L'histoire des Alméras de Vienne commence au XVIII^e siècle avec Joseph-Marie, né à Crémieu, petite ville du Dauphiné, où son père avait sa résidence et ses fonctions (1).

Après avoir été reçu avocat au Parlement de Paris, il vint s'établir à Vienne, ville administrative, où siègent de nombreuses juridictions (2).

Il réside, comme le veut l'usage à cette époque, dans la paroisse de Saint-André-le-Bas (3), lorsqu'en 1732, âgé de 36 ans, il épouse la fille de François Trainard, riche marchand de la paroisse de N.-D. de la Vie, dont il eut dix enfants.

Les biographies qui suivent sont celles de ses descendants, qui formèrent deux branches distinctes : l'aînée, celle des Alméras, qui s'est éteinte en 1844, et la cadette, celle des Alméras-Latour, qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

(1) Jean-Joseph Alméras, notaire royal à Crémieu fut, en 1697, le premier maire de cette ville, juge du trézin et de la police ; il fut aussi vichâtelain (lieutenant de châtellenie) dudit lieu. (Arch. cons. de Crémieu, Délib. 28 janvier 1781).

(2) Avant la Révolution, la ville de Vienne était le siège d'un bailliage royal, d'un bureau d'élection et de cent cinq juridictions. (Arch. communales de Vienne, série D, 22 novembre 1815).

(3) Le nec plus ultra était d'avoir sa résidence dans la Grand'rue, ce que firent plus tard ses deux fils.

1 JEAN-BAPTISTE ALMÉRAS

Alméras (Jean-Baptiste), né à Vienne-en-Dauphiné, le 8 février 1741, dans la paroisse de Saint-André-le-Bas, de Joseph-Marie, avocat, et de Anne Trainard.

Ses études terminées, il acquiert un office de procureur aux cours de Vienne (1) et épouse, le 27 avril 1767, Françoise Lherbet, fille d'un bourgeois de cette ville, dont il eut trois enfants.

Echevin sous l'Ancien Régime, il fait partie, comme son frère cadet François Joseph, des 89 notables-citoyens de Vienne qui, le 16 avril 1789, signent le cahier de doléances de cette ville ; mais il ne semble pas aller aussi loin que son frère dans la défense des idées nouvelles, comme le montre la suite de sa carrière politique.

Le 7 août 1793, Alméras aîné est nommé officier municipal dans l'administration provisoire créée par le département, en remplacement du Conseil général de la commune, issu des dernières élections, Conseil qui est accusé d'incivisme.

Victime de l'épuration qui eut lieu après Thermidor (2), il est rétrogradé au rang de « notable » sur la liste du nouveau Conseil général de la commune établi par le représentant du peuple Richaud, le 14 ventôse an III (4 mars 1795).

Nommé avoué près le Tribunal civil de Vienne par arrêté du 23 vendémiaire an IX (15 octobre 1800), il opte, deux mois plus tard, pour les fonctions de juge de paix du canton de Vienne-sud et occupe ce poste jusqu'à sa mort, survenue le 1^{er} novembre 1810.

(1) En 1786, il est procureur juridictionnel de Bellegarde, Chapeau-Cornu, Charvieu. « Almanach du Viennois » pour 1786.

(2) La journée du 9 thermidor an II (27 juillet 1794) voit la chute de Robespierre et la fin de la Terreur.

2 LOUIS ALMÉRAS

Almérés (Louis), né à Vienne-en-Dauphiné, le 15 mars 1768, fils unique (1) de Jean-Baptiste, procureur aux Cours de cette ville, et de Françoise Lherbet.

En mars 1787, le jeune Louis, qui est attiré par l'étude des mathématiques et du dessin, « monte » à Paris (2) et entre comme surnuméraire à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées.

Deux ans plus tard, sentant venir l'orage, il quitte la capitale et rentre au pays (avril 1789), où il reste jusqu'à son entrée au « service », comme fusilier dans la Garde Nationale, le 20 juillet suivant. Très vite, il est nommé sergent, et dans ces deux emplois il « donne des marques du plus grand zèle pour le service de la République et d'intelligence en instruisant lui-même la troupe qui lui est confiée, tant au maniement des armes qu'aux différentes manœuvres » (3).

A la levée des volontaires, il s'engage dans le bataillon du district de Vienne, 5^e de l'Isère, en qualité de sergent, le 1^{er} novembre 1791, et livre ses premiers combats.

Le 20 novembre de la même année, ses camarades le nomment sergent-major, puis sous-lieutenant, le 13 décembre, toujours dans le même bataillon. Il fait ensuite toute la campagne de 1792 dans le Mont-Blanc (4), ainsi qu'une partie de celle de l'année suivante, mais il doit attendre le 19 mars 1793 pour passer adjudant-major.

Adjoint à l'Etat-major de l'armée des Alpes, le 20 juin, il fait toute la campagne contre les rebelles du midi, depuis Valence jusqu'à Ollioules.

Le 12 septembre 1793, il est nommé adjoint-chef de bataillon, puis adjudant-général chef de bataillon, le 24 du même mois, par les représentants du peuple Gasparin et Saliceti.

Dans l'intervalle du temps où il fait fonction d'adjoint à

(1) Ses parents n'eurent que trois enfants : un garçon (Louis), et deux filles : Marie-Madeleine Adélaïde (1770-1772) et Marie-Amélie (1774-1844), morte célibataire.

(2) C'est la première fois qu'il quitte sa ville natale.

(3) Extrait du certificat délivré à Almérés par le commandant et les officiers de la Garde Nationale de Vienne (7 prairial an II). — Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8414-5.

(4) Nom d'un ancien département français qui fut formé de la Savoie.

l'état-major, il remplit les fonctions d'aide de camp du général Carteaux (5) et participe, avec celui-ci, au siège de Toulon (6).

Un passage du « Mémorial » fait un brillant éloge de la valeur qu'Alméras déploie le 14 octobre, lorsque 4.000 assiégés sortent pour s'emparer des deux batteries (7) qui inquiètent leurs escadres. Bonaparte, qui avait organisé le siège, décrit ce fait d'armes en ces termes : « ...Une colonne (ennemie) déboucha par le fort Malbousquet, et prit position à mi-chemin de Malbousquet à Ollioules ; une autre longea la mer pour arriver au cap Bréga, où étaient placées ces batteries. Le commandant d'artillerie accourut au milieu du feu avec l'aide de camp de Carteaux, Alméras, bon officier, depuis général de division. Il avait inspiré une telle confiance aux troupes, qu'aussitôt qu'elles l'aperçurent, il y eut un cri unanime pour lui demander des ordres. Il fut ainsi investi par le vœu du soldat de l'exercice du commandement, quoiqu'il y eût des généraux présents. Le résultat répondit à la confiance de l'armée. La sortie de l'ennemi fut d'abord contenue, ensuite repoussée dans la place : les batteries furent sauvées... » (8).

Alméras est employé ensuite à l'armée d'Italie, puis à l'armée des Alpes sous le commandement de Baudelaire à Moutiers, en avril-juin 1794, il est à la tête d'un détachement de 290 hommes dans la campagne d'Italie, lorsqu'il est assailli par une colonne de 1.500 Sardes (9), qu'il met en déroute, le 11 juin 1794.

L'année suivante, le 12 mai, le général Kellermann le charge de diriger l'attaque du col de Monto, dans les Alpes, et il s'acquitte de cette mission avec une habileté et une bravoure qui lui valent les éloges du général en chef.

Après sa nomination d'adjudant-général-chef de brigade, le 13 juin 1795 (25 prairial an 3), il remporte le combat d'Argentera, le 21 octobre suivant, et fait toutes les campagnes des ans 3 et 4 sous les ordres du général Petitguillaume, commandant la 2^e division de l'armée des Alpes (9 bis).

Affecté à la 7^e division militaire, le 28 août 1797, il est envoyé dans le Midi pour disperser les rassemblements roya-

(5) Depuis la nomination de Carteaux à la place de général divisionnaire (19 août 1793) jusqu'au 14 (octobre). — Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8414-2.

(6) Août-décembre 1793.

(7) Ces deux batteries avaient été établies par Bonaparte, sur le bord de la mer ; elles obligeaient les vaisseaux ennemis à s'éloigner et à évacuer la petite rade.

(8) « Œuvres de Napoléon 1^{er} à Sainte-Hélène ». — Paris, 1869, chap. IV, page 7.

(9) Ou Piémontais : sujets du royaume de Sardaigne-Piémont.

(9 bis) Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8414.

listes du Gard et du Vaucluse, et il réussit à capturer deux de leurs principaux chefs : le baron de Saint-Christol et Dominique Allier.

Après avoir été appelé à l'armée d'Italie, le 19 septembre, puis à celle de Rome, en février 1798, et enfin à la division Baraguey-d'Hilliers, le 2 avril, il passe à l'armée d'Orient, le 19 mai, et prend part à l'expédition d'Égypte.

Chef d'état-major de la division de cavalerie Dumas, le 23 juin 1798, il se fait remarquer à l'assaut d'Alexandrie et commande à Damiette, le 26 janvier 1799, à la place de Kléber. Il doit servir ensuite à Aboukir, le 25 juillet, à Héliopolis, où cent mille Osmanlis sont dispersés par moins de dix mille Français, le 20 mars 1800, être blessé le lendemain à la reprise du fort de Belbeis, le 21 mars, puis de nouveau de deux coups de feu le 15 avril, à Boulaq.

Malgré des démêlés avec Kléber (10), ce dernier le nomme maréchal de camp (11) à titre provisoire, le 25 mars 1800.

Embarqué à Aboukir pour rentrer en France avec Belliard, le 3 août 1801, il arrive à Marseille le 21 septembre.

Trois mois plus tard, il se voit confirmé dans son grade de maréchal de camp (11) par arrêté des Consuls, le 14 décembre 1801.

Il est alors employé, près le corps de troupes italiennes, dans la république cisalpine, le 3 janvier 1802 ; à l'île d'Elbe, le 6 mai 1803, restant à l'écart des grands événements militaires (12).

Lors de la création de l'ordre de la Légion d'honneur, il en est nommé membre le 18 frimaire an 12 (10 décembre 1803), puis il est élevé au grade de commandeur, le 25 prairial suivant (14 juin 1804).

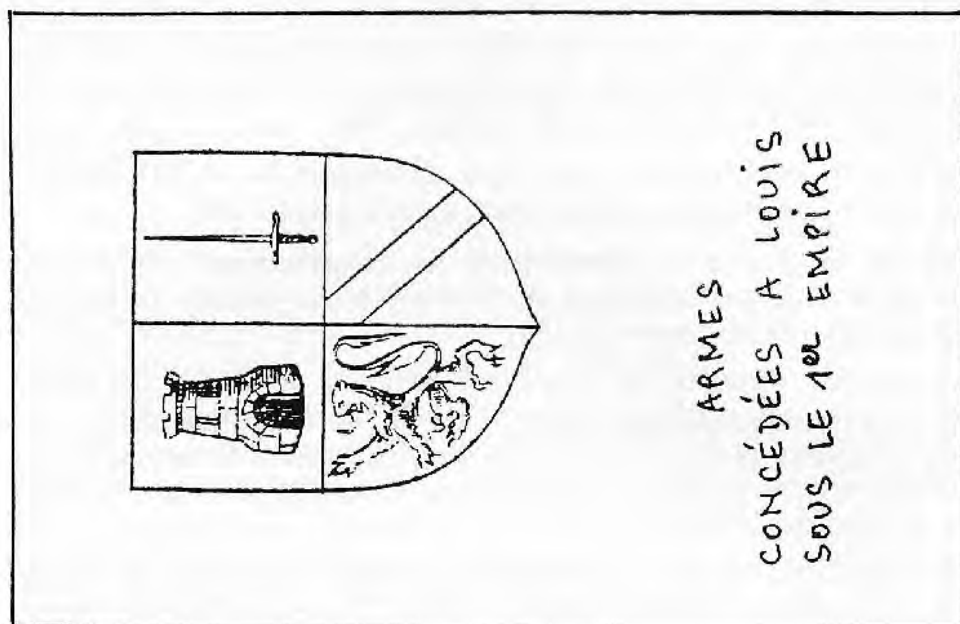
Affecté à l'armée d'Italie (8 mars 1809), il quitte alors le commandement de l'île d'Elbe pour rejoindre l'armée du prince Eugène (13), et y commander la 2^e brigade de la 4^e division (Lamarque), le 15 avril.

(10) Alméras lui tenait tête et ne lui cédait jamais quand il croyait avoir raison.

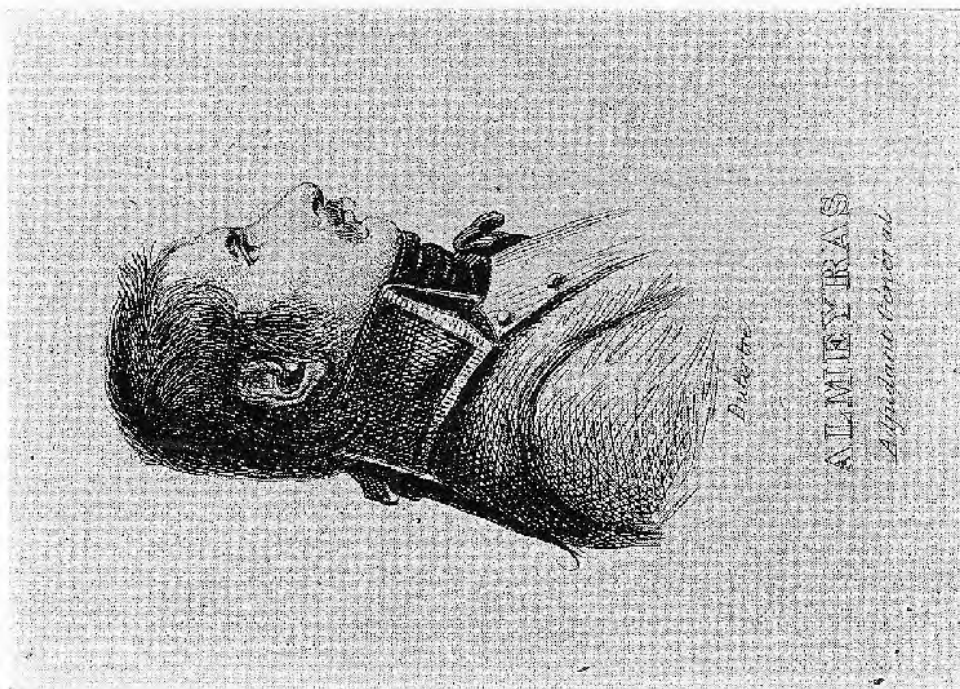
(11) Officier dont le grade répond à celui de général de brigade, et qui commande sous les ordres du lieutenant-général.

(12) Malheureusement pour sa carrière, Alméras s'était prononcé contre le coup d'état de Brumaire, et, plus tard, contre l'accession de Napoléon au trône. Napoléon ne brisait jamais les instruments de sa gloire ; seulement, il les mettait quelquefois « sous la remise », l'expression est de lui.

(13) Le prince Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie de 1805 à 1814.



Ecartelé : au 1^{er} de sable à une tour d'argent, ouverte, ajourée et maçonnée du champ ; au 2, des barons militaires ; au 3, d'azur au lion d'or ; au 4, de sinople à bande d'argent. (fig. 3)



« La nature lui avait à peine donné les cinq pieds un pouce d'un voltigeur ; mais l'énergie ne se mesure pas à la taille. » Lieutenant-général Max Lamarque (fig. 2)

Il se distingue encore aux nombreux combats qui conduisent cette division des bords de l'Adige aux bords du Danube ; aux batailles de la Piave, le 8 mai ; à Villanova, le 11 mai, il eut deux chevaux tués sous lui au combat, sous les yeux du vice-roi (13) ; à Enzelsdorf, le 4 juillet, et à Wagram, où il fut grièvement blessé de deux coups de feu, le 6 juillet 1809.

Napoléon le récompensa par une donation de 4.000 francs de rente sur le Trasimène, par décret du 15 août 1809.

De retour en Italie, il commande le département du Serio, le 1^{er} mars 1810 et est créé baron de l'Empire par lettres patentes du 27 septembre 1810 (voir fig. 3).

Il commande ensuite la première brigade de la 2^e division (Broussier) du corps d'observation d'Italie, le 20 avril 1811 ; et est ensuite employé à la 14^e division d'infanterie (Broussier) du corps d'observation d'Italie, devenu le 4^e corps de la Grande armée, le 1^{er} janvier 1812.

Puis, celui qui, naguère, foula les sables d'Afrique, et qui, longtemps bivouaqua sur les bords du Nil, va combattre dans les contrées voisines du pôle et traverser les glaces du Borysthène et de la Berczina.

Dans la campagne de Russie, Alméras cueille de nouveaux lauriers : c'est lui qui commande la brigade qui attaque la seconde fois la fameuse redoute de Borodino, où tant de sang est répandu (14), et dont la prise décide du succès de la bataille de la Moskova (15). Il y est grièvement blessé, le 7 septembre 1812, et l'empereur l'élève enfin au grade de lieutenant-général (16), le 6 octobre suivant ; il a un commandement pendant la retraite de Moscou, est fait prisonnier par les Russes, le 15 novembre, et interné en Crimée.

Les événements de 1814 lui permettent de rentrer en France, après dix-huit mois de captivité (13 août 1814). Louis XVIII « l'autorise à porter la décoration du lys, le 26 août 1814 » (17), et le met en non-activité (18), le 1^{er} septembre.

Retiré dans son pays natal, qu'il n'avait pas revu depuis vingt ans (19), il demande un emploi à Napoléon, lors des Cent

(14) Et où deux généraux : A.-J.-G., baron de Caulaincourt et Montbrun furent tués.

(15) Rivière de Russie.

(16) Officier dont le grade répond à celui de général de division.

(17) Lettre du ministre de la guerre. — Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8414-19.

(18) Position d'un officier qui, momentanément, n'exerce aucune fonction.

(19) Près de sa mère Françoise Lherbet, veuve depuis quatre ans, et de sa sœur Marie-Amélie.

Jours, de préférence, disait-il, à l'armée des Alpes, « parce qu'il avait une grande connaissance des localités » ; mais on lui donne le commandement d'une division d'infanterie de l'armée de la Loire, à La Rochelle, le 31 mai 1815.

Le 7 juillet, le gouvernement provisoire le dépêche à Rochefort, pour hâter, de concert avec Beker, l'embarquement de Napoléon.

Replacé en non-activité, le 10 septembre 1815, il quitte son commandement le 13, et trois jours plus tard, ordre lui est donné de quitter Paris et de se retirer dans ses foyers (20). Il n'est réintégré dans les cadres de l'armée qu'en 1818 (30 décembre), sans toutefois recevoir de l'activité.

La guerre d'Espagne lui paraît une occasion favorable pour en obtenir ; il se fait présenter au duc d'Angoulême, qui se trouve alors à Lyon, et lui offre ses services ; celui-ci l'accueille avec une extrême bonté et lui fait obtenir le commandement de la 20^e division militaire à Périgueux, le 7 mars 1821, avant celui de la 11^e division à Bordeaux, le 12 février 1823 (21).

Le 17 août 1822, le baron Alméras est élevé à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur, et le 23 mai 1825, il reçoit le cordon de commandeur de l'ordre de Saint-Louis ; il était depuis le 19 janvier 1823, président honoraire du comité des chevaliers de cet ordre à Bordeaux.

C'est dans cette ville qu'il succombe le 7 janvier 1828, victime d'une attaque d'apoplexie, foudroyante. Ses restes mortels sont déposés dans le cimetière de Bordeaux, où sa famille lui élève un monument funéraire sur un terrain dont la concession à perpétuité a été faite gratuitement par la Ville en souvenir des services rendus par le noble général.

Son nom, qui restera inséparable des souvenirs de notre gloire militaire, se trouve gravé sur le pilastre nord-est de l'Arc de Triomphe de l'Etoile, à Paris.

N'ayant pas laissé de postérité son titre de baron est donné à son petit-cousin (22) Louis-Michel Alméras-Latour, par lettres patentes du 16 novembre 1828.

(20) Notification du ministère de la Guerre. — Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8414-29.

(21) Cet emploi convenait mieux à son âge et à sa santé, que tant de fatigues et de blessures avaient rendue fort mauvaise.

(22) Voir tableau généalogique (fig. 1). — Tous les biographes disent, à tort, son neveu. Louis-Michel était aussi son filleul.

3 FRANÇOIS-JOSEPH ALMÉRAS

Alméras (François-Joseph), né à Vienne-en-Dauphiné, le 13 janvier 1742, du mariage de Joseph-Marie, avocat, et de Anne Trainard.

Pour se différencier de son frère aîné, comme lui homme de robe, il ajoute à son patronyme « la Tour », nom sous lequel était connue la maison qu'il avait achetée quelques années auparavant à Chuzelles, et épouse à Vienne, le 18 octobre 1774, Marie-Anne, fille de Bach Benoît, apothicaire, dont il a six enfants (1).

Avocat postulant au bailliage de Vienne (2), il exerce, sous l'Ancien Régime, plusieurs fonctions judiciaires importantes : « Conseiller du roi, assesseur élu en l'élection de Vienne » (2 bis), « Assesseur en la maréchaussée générale du Dauphiné », lieutenant de Vienne, « Procureur du Roi aux Traités »... etc.

Notable bourgeois, il participe aussi à l'administration municipale : il est premier échevin, et aux affaires du royaume : il est nommé député de Vienne aux Etats de Romans (21 décembre 1788), et représente le Tiers-Etat.

Le 16 avril 1789, il fait partie des quatre-vingt-neuf notables-citoyens de Vienne qui signent le cahier de doléances de cette ville, et commence alors une nouvelle carrière pour la défense des idées nouvelles.

Son ascension politique débute le 13 juillet 1790 à l'assemblée électorale tenue à Moirans où, officier municipal de Vienne depuis le 8 février, il est élu membre de l'Assemblée administrative du département de l'Isère.

Le 10 janvier 1791, il est élu président du tribunal du District de Vienne, puis député suppléant à l'Assemblée législative, en septembre de la même année, et ensuite à la Convention l'année suivante (11 septembre 1792) : il ne siège dans aucune de ces assemblées.

(1) Anne-Rose Clotilde (1775), qui ne vit que deux mois ; Marguerite Césarine (1776-1837), qui épouse Jean-Marie Sain, docteur en chirurgie ; François-Joseph Victor, né en 1778, dont nous ne savons rien ; Joseph-Gabriel, dont la biographie suit ; Joséphine Madeleine Félicienne, qui épouse Dominique Thiébault, capitaine d'infanterie ; et Jeanne François Hippolyte, née en 1787, dont nous ne savons rien.

(2) Avec le titre d'avocat en Parlement, c'est-à-dire « reçu au Parlement de Dauphiné ». Il fut aussi syndic de l'ordre des avocats.

(2 bis) Installé le 30 avril 1768, il démissionne le 4 juin 1778. — Bibliothèque municipale de Grenoble. R. 7906-490.

Le 22 septembre 1792, devant un grand nombre de citoyens réunis en la maison commune, F.-J. Alméras, président du tribunal du District, prête le serment des fonctionnaires publics, prescrit par la loi du 15 août 1792 : « Je jure d'être fidèle à la nation et de maintenir la Liberté et l'Egalité, ou de mourir en les défendant ».

Le 12 novembre suivant, à l'assemblée électorale tenue à Saint-Marcellin, il est élu Procureur général, syndic près le Directoire du département de l'Isère.

Mais son ascension est terminée et sa disgrâce va bientôt commencer. Sept mois plus tard, le 27 juin 1793, après avoir été accusé de fédéralisme (3), il est suspendu (4) de ses fonctions par un arrêté des représentants du peuple envoyés près de l'armée des Alpes, Dubois-Crancé, Albitte et Gauthier, et condamné à rester un mois à Grenoble sous surveillance des autorités.

Treize jours plus tard (9 juillet 1793), un arrêté du département (5) l'autorise à se retirer dans « son pays » : il se réfugie alors dans sa propriété de Chuzelles, près de Vienne.

Le 22 juillet, Contamin cadet et Ginet de Mure transmettent aux représentants à Grenoble, le vœu de la commune de Vienne qu'Alméras soit réintégré dans ses fonctions. Mais ceux-ci font la sourde oreille, et le 13 brumaire (3 novembre 1793), le comité des Vingt et Un le fait rechercher à Paris.

Découvert peu après, il aurait été infailliblement arrêté si le représentant du peuple Petitjean (6), qui l'avait en grande estime, ne l'avait pris sous sa protection.

Le 12 frimaire (2 décembre 1793), le Représentant écrit au comité de surveillance de Vienne de ne pas se prononcer sur le sort d'Alméras avant qu'il eût pris connaissance de son dossier (7). Cette puissante intervention le sauve pendant plusieurs

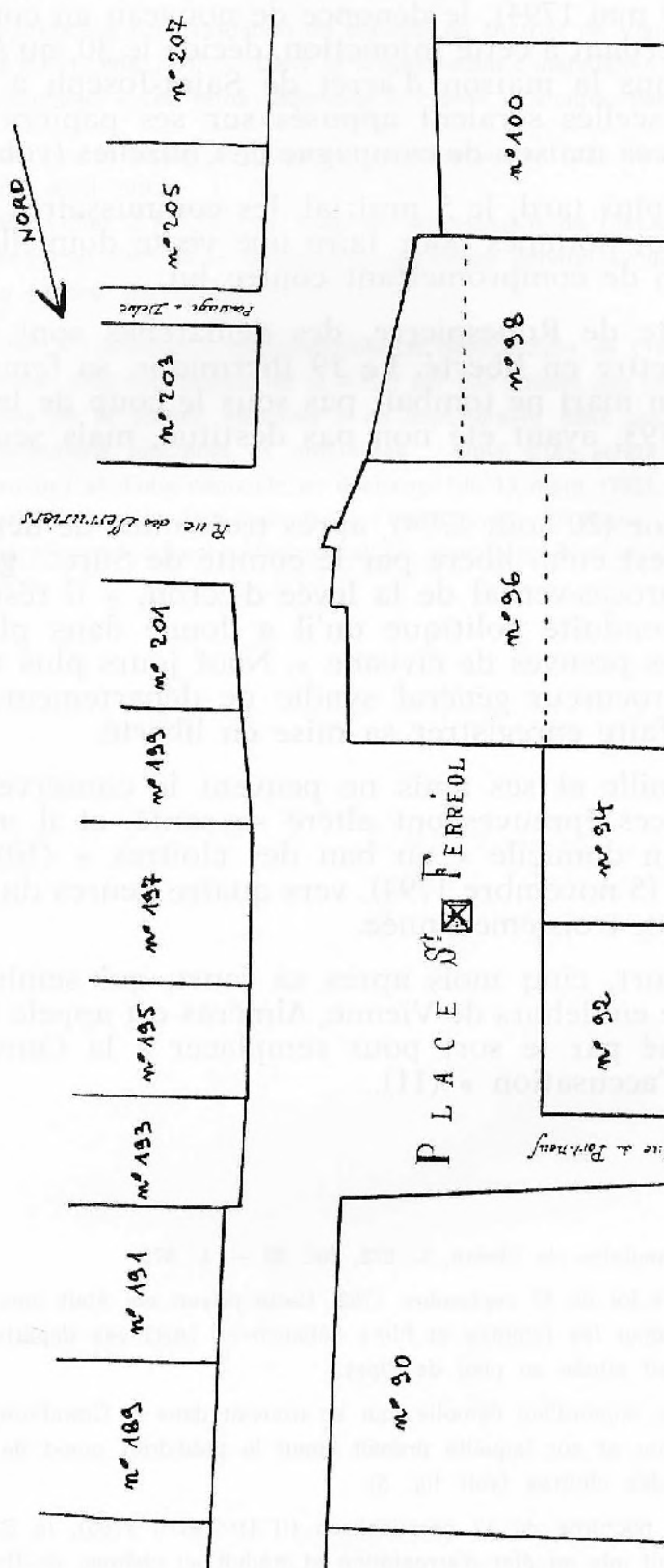
(3) Appellation inexacte en ce qui concerne les autorités de notre département, qui se défendront toujours de vouloir se séparer de la Convention, et qui renoncèrent loyalement à des revendications qui leur semblent légitimes, lorsqu'il leur paraît évident qu'à persister, ils courent le risque de compromettre l'unité et l'indivisibilité de la République.

(4) Et non destitué ; il sera remplacé par Abel Fornand-Bauvinay.

(5) Archives départementales de l'Isère, L. 73.

(6) Claude-Lazare Petitjean, commissaire près de l'armée des Alpes, est décédé le 18 ventôse an II (8 mars 1794).

(7) E. Chaper : « Procès-verbaux du comité de surveillance révolutionnaire de Vienne la Patriote », page 44.



(fig. 5) LA GRAND'RUE ET LA PLACE ST-FERREOL EN 1836

La maison de F.-J. ALMERAS, démolie en 1895, était située en face de la rue des Serruriers, sur la parcelle portant le n° 96. Le nouvel alignement des maisons portant les n°s 96 (démolie en totalité) et 98 (démolie en partie) est indiqué, sur ce plan, par des pointillés.

mois, mais le comité des Vingt et Un ne l'a pas oublié, et le 27 floréal an II (16 mai 1794), le dénonce de nouveau au comité de Vienne (8) qui, cédant à cette injonction, décide le 30, qu'Alméras serait écroué dans la maison d'arrêt de Saint-Joseph à Vienne (9), et que les scellés seraient apposés sur ses papiers tant à Vienne que dans sa maison de campagne de Chuzelles (voir fig. 4).

Cinq jours plus tard, le 5 prairial, les commissaires Mignot et Poleyuard sont nommés pour faire une visite domiciliaire et ne trouvent rien de compromettant contre lui.

Dès la chute de Robespierre, des démarches sont tentées pour le faire mettre en liberté. Le 19 thermidor, sa femme fait observer que son mari ne tombait pas sous le coup de la loi du 17 septembre 1793, ayant été non pas destitué, mais seulement suspendu.

Le 3 fructidor (20 août 1794), après trois mois de détention, Alméras-Latour est enfin libéré par le comité de Sûreté générale car, signale le procès-verbal de la levée d'écrou, « il résulte du tableau de sa conduite politique qu'il a donné dans plusieurs circonstances des preuves de civisme ». Neuf jours plus tard, le « ci-devant » procureur général syndic de département, va se présenter pour faire enregistrer sa mise en liberté.

Mais sa famille et ses amis ne peuvent le conserver longtemps : toutes ces épreuves ont altéré sa santé, et il meurt à Vienne, dans son domicile « au ban des cloîtres » (10), le 15 brumaire an III (5 novembre 1794), vers quatre heures du matin, dans sa cinquante-troisième année.

Ironie du sort, cinq mois après sa mort, qui semble être passée inaperçue en dehors de Vienne, Alméras est appelé à Paris « comme désigné par le sort pour remplacer à la Convention Amar, décrété d'accusation » (11).

(8) Archives départementales de l'Isère, L. 872, fol. 26 — L. 878.

(9) En exécution de la loi du 17 septembre 1793. Cette prison qui était une ancienne maison de correction pour les femmes et filles débauchées (Archives départementales de l'Isère, L. 154), était située au pied de Pipet.

(10) Dans une maison, aujourd'hui démolie, qui se trouvait dans la Grand'rue, en face de la rue Joseph-Brenier et sur laquelle prenait appui le pied-droit ouest de la porte principale du district des cloîtres (voir fig. 5).

(11) Dans sa séance nocturne du 12 germinal an III (1^{er} avril 1795), la Convention décrète que Amar serait mis en état d'arrestation et traduit au château de Ham.

BIBLIOGRAPHIE (œuvres imprimées)

- Discours prononcé à l'installation du tribunal du District de Vienne, par M. Alméras, président du Tribunal civil. — Dans le procès-verbal d'installation de ce tribunal publié par E.-J. Savigné, « Les fêtes nationales à Vienne », Vienne, 1889, p. 45 à 50.
- Extrait du procès-verbal du Conseil du département de l'Isère, en surveillance, du lundi 8 avril 1793.
A Grenoble, chez J.-M. Cuchet, imp. du département de l'Isère, in-4°, 8 pages. — Le procès-verbal contient un discours du procureur général syndic Alméras, prononcé contre le général Dumouriez.
- Rapport fait à l'assemblée administrative du département de l'Isère, dans sa séance du 24 janvier 1793, l'an second de la R.F. ; par son comité des contributions publiques sur l'excès de la portion assignée à ce département dans les trois cents millions des contributions foncières et mobilières : suivi d'un arrêté du Conseil général (du 24 janvier) et d'une demande en décharge (du 13 mars 1793). — A Grenoble, chez J.-M. Cuchet, imp. du département de l'Isère, in-8°, 30 pages. — Ce rapport a été rédigé par François-Joseph Alméras-Latour, procureur général syndic.

4 JOSEPH-GABRIEL ALMÉRAS-LATOURL

Alméras-Latour (Joseph Gabriel), né à Vienne-en-Dauphiné, le 9 mars 1781, du mariage de François-Joseph, avocat, et de Marie-Anne Benoît.

Jurisconsulte au moment de son mariage avec Marie-Antoinette Sophie Sain (1), Joseph-Gabriel Alméras-Latour est ensuite, pendant quarante ans, un avocat distingué du barreau de Vienne (1 bis). « Sa haute intelligence, son éloquence, la solidité de son jugement et un rare talent de discussion » le prédisposent naturellement aux fonctions publiques.

C'est ainsi qu'il est sous-préfet de l'arrondissement de Vienne, par intérim, du 17 juin au 2 août 1815 (2), date de la nomination de Annibal-Marie Anglès. Puis, il est nommé conseiller municipal par ordonnance du roi Louis XVIII, le 30 décembre 1814 ; mais il ne sera officiellement installé dans ses fonctions qu'après les Cent Jours (27 septembre 1815), et occupera ce poste jusqu'en 1830.

Après une éclipse de onze ans, il revient au Conseil municipal sous la monarchie de Juillet (2 mars 1841), et le restera jusqu'à sa mort.

En 1820, Alméras-Latour se présente sans succès à la députation (3), et il publie sa profession de foi : « A Messieurs les Electeurs du département de l'Isère » (4).

Quelques années plus tard, il est accusé d'être l'auteur d'un

(1) Le 19 vendémiaire an XIII (11 octobre 1804).

— dont il eut 5 enfants : Marie-Anne (1805-1829), qui épouse en 1826 François-Joseph Guyon, employé de banque à Lyon (voir fig. 7), Jean-Baptiste Honoré, né en 1807, décédé le même jour ; Marguerite Irma (1808-1872), qui épouse Pierre-Joseph Reymond, propriétaire-rentier à Vienne ; Louis-Michel, dont la biographie suit ; Louise-Gabrielle (1824-1879), qui épouse Marc-Antoine Bernard Honoré Bouvier, procureur du roi à Embrun.

— M.-A. Sophie Sain était la fille de Jean-Marie Sain, docteur en chirurgie, qui avait épousé en secondes noccs la sœur de Joseph-Gabriel, son mari.

(1 bis) Il fut élu bâtonnier en 1835 et 1836, et fut membre du Conseil de discipline de 1839 à sa mort.

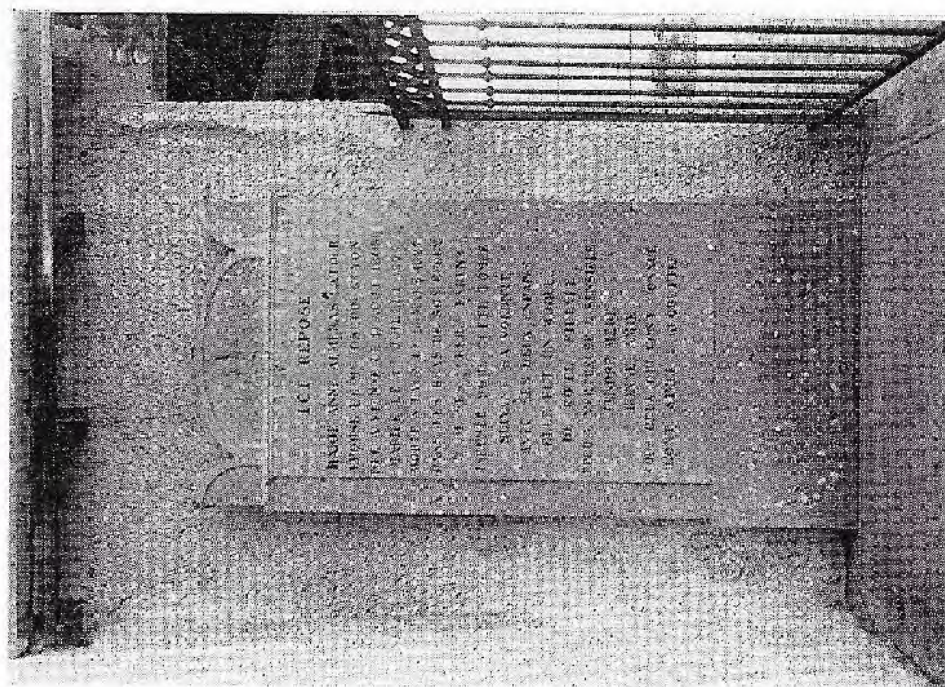
(2) Il succède à Mermet aîné, élu député à la Chambre des Représentants, le 13 mai 1815.

(3) Sous l'étiquette « libéral ».

(4) S.L. (Vienne, imp. Timon), avril 1820, in-8°, de 4 pages. — Cette brochure fut condamnée pour contravention aux lois de la librairie (censure).



Portrait de Joseph-Gabriel ALMERAS-LATOUP
(1781-1846)
(fig. 6)



Tombeau de la famille ALMÉRAS-LATOIR à Chuzelles
(près du porche de l'église)
(fig. 7)

mémoire injurieux pour la magistrature (5), et appelé, par le procureur du roi, à se présenter devant le Conseil de discipline pour s'expliquer et donner ses moyens de défense sur l'imputation qui lui est faite. Alméras-Latour, qui est un avocat habile, ne tombe pas dans le piège qui lui est tendu par ses adversaires politiques et préfère présenter sa défense par écrit (29 juillet 1828). Le 26 août suivant, après délibération, le Conseil de discipline le déclare convaincu d'infraction aux devoirs de sa profession, et pour réparation, lui faisant application de l'article 18 de l'ordonnance royale du 20 novembre 1822, prononce contre lui la peine de l'avertissement. Lorsqu'on lui remit la notification du procureur du roi Badin (6), Alméras-Latour, qui participait à un banquet où se trouvaient réunis plus de trente personnes, déclara à haute voix « Je vois ce que c'est. Puis, rompant le cachet et se donnant à peine le temps de lire les premières lignes, il répéta de nouveau d'un ton fort irrité : « Oui, je vois ce que c'est, et voilà le cas que j'en fais », et en même temps, il déchira la dépêche en plusieurs morceaux et en jeta avec dédain les débris derrière sa chaise » (7).

Cet homme de caractère est aussi poète et compose des vers de circonstance. Le 7 juin 1816, l'ancien doyenné (8) fut habité par M^{me} la duchesse de Berry (9). Après son entrée en grande pompe dans la ville de Vienne, la princesse fut reçue dans ce petit palais (8) par les officiers de sa maison, et trouva, sur son passage, dans la première salle, les demoiselles de la ville qui avaient obtenu la faveur de la complimenter. C'est Alméras-Latour, alors conseiller municipal, qui avait été chargé de composer la harangue d'usage (10). Dix jours plus tard, le 17 juin, il chante des couplets de sa composition au banquet offert par

(5) Ce mémoire, signé Peyrard, a été imprimé à Lyon en novembre 1827. — Alméras-Latour a simplement laissé dire à son client ce qu'il pensait lui-même de certains magistrats de cette époque.

(6) François-Xavier Badin (1784-1856), fils d'Etienne Badin, fabricant de draps à Vienne, et d'Anne Lambert.

(7) Lettre du procureur du roi Badin au procureur général, du 8 septembre 1828 - p. 2 et 3. — Bibliothèque municipale de Grenoble, R. 8426-2.

(8) A l'époque, la maison de Monsieur le Maire, actuellement le presbytère de Saint-Maurice. C'est aussi la maison natale du poète Charles Reynaud.

(9) Marie-Caroline de Bourbon-Sicile (1799-1870). Fille du roi des Deux-Siciles, elle épouse en 1816 le duc Charles-Ferdinand de Berry, second fils du comte d'Artois (Charles X).

(10) « Le Journal politique du département de l'Isère... », n° 77, du jeudi 27 juin 1816, l'a publiée en entier avec en note : « ces vers ont été prononcés par M^{lle} Aglaé Cléméron, fille de M. Cléméron, premier adjoint à la mairie. »

la ville de Vienne au détachement de la Garde royale, qui était allé au-devant de la princesse, et obtient un certain succès (11).

Joseph-Gabriel Alméras-Latour est mort à Vienne, dans son domicile de la place Saint-Paul (12), le 26 février 1846, dans sa 64^e année, dix jours après avoir été frappé d'une attaque d'apoplexie.

Il était le père de Louis-Michel, dont la biographie suit, et le cousin germain du général Louis Alméras, baron de l'Empire.

(11) Ce banquet eut lieu à la vieille halle qui se trouvait, avant sa démolition en 1843, entre la place de l'Hôtel-de-Ville et celle du Pilon. Ces couplets ont été publiés en entier dans le journal cité note 10.

(12) Au deuxième étage d'une maison qui porte aujourd'hui le n° 3, et dans laquelle résidait aussi, au premier étage, Pierre-Gaspard Gueidan, juge d'instruction.

BIBLIOGRAPHIE (œuvres imprimées)

- Les jeunes Demoiselles de Vienne à S.A.R. Madame la duchesse de Berri à son passage dans cette ville, le 7 juin 1816, et couplets composés et chantés par M. Alméras-Latour, avocat, au banquet donné par la ville de Vienne à la Garde royale, le 17 juin 1816. — Dans « Le Journal politique du département de l'Isère... », n° 77, jeudi 27 juin 1816, p. 2.
- A Messieurs les Electeurs du département de l'Isère. — S.L. (Vienne, imp. Timon), avril 1820, in-8°, 4 p.
- La bibliothèque municipale de Grenoble possède dans ses collections 7 documents imprimés signés Alméras-Latour, avocat :
 - Une Pétition Cote O.13553
 - Deux Précis cote O.13023 et V. 8078
 - Deux Plaidoyers Cote O.13299 et V. 3080
 - Deux Mémoires Cote U.9918 et V. 3008

5 LOUIS-MICHEL ALMÉRAS-LATOURE

Alméras-Latour (Louis-Michel), né à Vienne (Isère), le 19 août 1811, du mariage de Joseph-Gabriel, avocat au Barreau de Vienne, et de Marie-Antoinette Sophie Sain (1).

Après avoir étudié le droit et fait ses premières armes au barreau de Vienne (2), il entre dans la magistrature, et fut d'abord substitut du procureur du roi près le tribunal de Saint-Marcellin, le 14 octobre 1834, puis près de celui de Valence, en mars 1837.

En 1842, vivement épaulé par « le Ministère », il est candidat à la députation et sollicite les suffrages des électeurs de l'arrondissement de Valence, où il réside, mais n'est pas élu.

Il poursuit sa carrière judiciaire à Grenoble comme substitut du procureur général, le 16 octobre 1843 ; avocat général le 6 janvier 1849 ; premier avocat général le 27 octobre 1852 et, à ce titre, dans le procès de M^{me} de Lamerlière contre l'abbé Deléon, à propos des apparitions de la Vierge à la Salette (3), il conclut à la condamnation de Deléon le 27 avril 1857 (4). Il devient ensuite président de chambre à la même Cour le 17 avril 1861.

Le 28 mars de l'année suivante, il est élu par l'Académie delphinale comme membre résidant (on dira plus tard titulaire), mais ne sera jamais reçu.

Son « entier dévouement à l'empereur Napoléon III et à sa dynastie » (5), lui vaut d'être nommé par celui-ci premier président de la Cour impériale de Metz le 23 novembre 1862, puis officier de la Légion d'honneur le 12 août 1865.

Le reste de sa carrière judiciaire se déroule à Paris, où il est nommé conseiller à la Cour de cassation le 20 juillet 1867 ;

(1) Elle était la fille de Jean-Marie Sain, docteur en chirurgie, et de sa première femme Jeanne Mellier. — Camille et Prosper Sain, fils de sa seconde femme Marguerite Césarine Alméras-Latour, étaient les demi-frères de Marie-Antoinette Sophie.

(2) Son inscription au tableau de stage est du 12 décembre 1831.

(3) L'abbé Deléon avait publié, sous le pseudonyme de Donnadiou : « La Salette Fallavaux (Fallax Vallis), ou la vallée du mensonge : 1852-1853 ». — Dans ce pamphlet, il déclare que M^{me} de Lamerlière avait joué le personnage de la Sainte-Vierge.

(4) Mais il n'est pas suivi par la Cour qui, dans son arrêt du 6 mai suivant « condamne M^{me} de Lamerlière à l'amende et aux dépens ».

(5) Cour impériale de Metz — Discours de M. Alméras-Latour. — Dans le procès-verbal d'installation - page 30.

il devient par la suite doyen de la Chambre des requêtes de cette Cour.

Juge suppléant de la Chambre de jugement de la Haute-Cour de justice, il siège au procès de Blois, en 1870, où est jugé le prince Pierre-Bonaparte (6).

Membre du tribunal des conflits de la Cour de cassation le 19 mars 1877, il est admis à la retraite le 28 août 1866, et nommé conseiller honoraire.

Par lettres patentes du roi Charles X, du 16 novembre 1828, il avait été créé baron sur confirmation et reversion du titre que son petit-cousin, le général Louis Alméras, lui avait légué par testament.

Louis-Michel Alméras-Latour, mort à Tullins (7), le 17 janvier 1900, laissa une fille unique, qui épouse Louis Serot (8), magistrat.

(6) Pierre-Napoléon Bonaparte, qui tue au cours d'une discussion orageuse, Victor Noir, est acquitté.

(7) Chef-lieu de canton de l'Isère, à 28,5 km au N.-O. de Grenoble.

(8) Un décret du 16 avril 1876 a autorisé celui-ci et ses enfants à joindre à leur nom celui d'Alméras-Latour.

BIBLIOGRAPHIE (œuvres imprimées)

- Aux électeurs de l'arrondissement de Valence (profession de foi) signé : Alméras-Latour. — Valence, S.d. (1842), Borel, in-4°, 3 pages.
- Discours (sur la présidence des assises) prononcé par M. Alméras-Latour, premier avocat général, à la rentrée solennelle de la Cour d'appel, le 3 novembre 1852. — Grenoble, S.d., Baratier, in-8°, 16 pages.
- Discours (sur les doctrines communistes) prononcé par M. Alméras-Latour, premier avocat général, dans la séance de rentrée de la Cour impériale de Grenoble, le 4 novembre 1856. — Grenoble, 1856, Baratier, in-8°, 21 pages.
- Discours (étude sur Abel Servien) prononcé par M. Alméras-Latour, premier avocat général, dans la séance de rentrée de la Cour impériale de Grenoble, le 3 novembre 1860. — Grenoble, 1860, Baratier, in-8°, 43 pages.
- Cour impériale de Metz : procès-verbal d'installation (et discours) de M. le baron Alméras-Latour, premier président. — Metz, 1862, de Mouvian, in-8°, 37 pages.

6 CAMILLE SAIN

Sain (Jean-Baptiste Camille), né à Vienne (Isère), le 9 pluviôse an XI de la République (30 janvier 1803), fils aîné de Jean-Marie, docteur en chirurgie, et de Marguerite Cézarine Alméras-Latour.

Après avoir fait une partie de ses études au collège de Vienne, il entre par goût à l'école de dessin dont Etienne Rey était alors le directeur (1), et se fait remarquer par ses bonnes dispositions artistiques.

A sa sortie de l'école, Camille Sain est embauché en qualité de dessinateur par les principales fabriques de soierie de Lyon et de Saint-Etienne. Il occupe ensuite un poste identique dans la grande fabrique de MM. Perrier, à Vizille.

Ses dessins, que distingue une originalité de bon goût, sont presque toujours reçus et classés avec des notes élogieuses. On peut dire que l'artiste s'associe, en quelque sorte, à la réputation des maisons où il travaille, en y contribuant par ses œuvres d'art.

En 1830, il est nommé directeur de l'école municipale de dessin de Vienne. La vie aurait pu être heureuse pour lui, car l'avenir lui sourit. Mais, entraîné par son caractère d'artiste, il croit pouvoir abandonner une carrière où il était appelé à réussir pour se jeter dans les hasards, les tribulations et les misères de la carrière théâtrale (2).

Malheureusement pour lui, ses débuts sont heureux ; et c'est peut-être ce qui l'enhardit à continuer sans songer aux déboires possibles.

Après avoir vendu, peu à peu, tout ce qu'il possède, il est obligé de reprendre ses crayons et d'aller de ville en ville faire des portraits qui lui attirent un certain renom. A une exposition des beaux-arts de Boulogne-sur-Mer, il obtient même une médaille d'or.

Revenu au pays natal, en 1850, il y exerce « la peinture en tout genre (3), la décoration intérieure et extérieure, l'attribut pour enseignes » et même, en 1859, la photographie.

(1) E. Rey succéda à Schneyder en 1815 jusqu'à 1822.

(2) En 1840, il était directeur du théâtre de Perpignan.

(3) Portraits, dessins, lavis, cartes de visite pour albums, stores, écrans, vitraux transparents ; il se charge même de la restauration des vieux tableaux. — « Moniteur Viennois », n° 1 - 2 janvier 1852.



(fig. 8) Camille SAIN (autoportrait)
(Photo Musées de Vienne, R. Lauxerois)

En 1851, fort de son expérience d'homme de théâtre, il participe à la restauration de notre salle de spectacle (4) et donne une nouvelle preuve de son talent dans l'ornementation des nombreux décors scéniques. La richesse s'y trouve alliée à la simplicité et à la bonne entente des détails. « Son rideau surtout est remarquable par la vigueur des tons et par le choix du tableau qui reproduit l'un des sites viennois les plus splendides : l'antique plaine de l'Aiguille. Le ruban argenté de notre beau fleuve, la limite vers la droite, et les hautes cimes du mont Pilat la terminent dans un lointain vapoureux. Sur le premier plan se présente le curieux monument romain, unique dans son espèce... », et, pour terminer « les armes de la ville de Vienne couronnent l'encadrement du rideau... » (5).

Tous les amateurs d'art ont pu juger de son talent et de sa manière facile dans ses charmantes compositions où la coquetterie de l'arrangement le dispute à la vérité de l'imitation, à la vivacité, à la fraîcheur des couleurs et à l'harmonie de l'ensemble.

Le musée des Beaux-Arts de Vienne possède, dans ses réserves, de nombreuses œuvres sur papier de cet artiste : crayons, gouaches et aquarelles représentent des paysages viennois et des portraits (6).

Mais c'est surtout ses œuvres imprimées qui l'ont rendu populaire : notamment son « album viennois » composé de douze lithographies signées C.S., représentant les monuments et les points de vues les plus remarquables de Vienne. Album édité en 1858 par son ami Joseph Timon (7).

Mais son esprit finement et spirituellement observateur le porte surtout à la caricature et à la charge ; et nul doute que,

(4) Camille Sain, l'auteur du projet, et Joseph Lacamp, l'architecte viennois, avaient fait deux parts du travail à exécuter : l'une, relative à la peinture, à l'ornementation et à tout ce qui se rattache à la profession de tapissier, était placée sous la direction de Camille Sain : l'autre, qui embrasse tous les gros travaux de construction, l'était sous celle de Joseph Lacamp.

(5) La description de l'ornementation du rideau de scène est de Victor Teste, conservateur du Musée et bibliothécaire de la ville de Vienne. — « Moniteur Viennois », n° 31, vendredi 1^{er} août 1851.

(6) Cinq de celles-ci avaient été placées, il y a quelques années, dans les bureaux et salons privés de la sous-préfecture, et ont été réintégrées au Musée des Beaux-Arts en janvier 1980.

(7) Après le succès de cet album, Camille Sain se proposait de lui donner une suite par une nouvelle série de seize lithographies encore plus attrayantes par la variété et le choix des points de vue, mais ce projet, faute de souscripteurs, n'eut pas de suite, et c'est bien dommage.

dans ce genre où il excelle, Camille Sain aurait pu se faire un nom, même parmi les artistes les plus renommés de la capitale.

Cet homme, qui dans sa jeunesse est recherché par la plus haute société viennoise, est mort à l'hospice de Vienne, où il venait d'être admis (8), le 19 janvier 1869, dans un état voisin de la pauvreté, malgré les quelques petits secours que ne lui refusaient jamais ses anciens amis et le produit d'une rente viagère que lui avaient assurée les membres de sa famille (9).

(8) Des suites d'une chute grave.

(9) Entre autres, son cousin Louis-Michel Alméras-Latour, magistrat.

7 PROSPER SAINT D'AROD

Sain (Jean-Baptiste Prosper) né à Vienne (Isère), le 17 mai 1814, du mariage de Jean-Marie Sain (1), docteur en chirurgie, et de Marguerite Cézarine Alméras-Latour.

Prosper Sain, dont le nom patronymique s'est complété et distingué d'autres familles homonymes par celui d'une noble aïeule (2), est le frère de Camille Sain, l'artiste peintre, et le petit-cousin du général baron Louis Alméras.

De bonne heure, il manifeste de grandes dispositions pour la musique ; à 17 ans, alors qu'il achevait ses études classiques au petit séminaire de Grenoble, nous le voyons déjà maître de chapelle de cet établissement.

A 28 ans, en 1842, nous le retrouvons prenant part à un concours international ouvert par l'Académie Sainte-Cécile de Rome (3), qui est, à cette époque, le plus célèbre corps musical d'Europe, pour la composition d'une messe solennelle.

Il écrit son œuvre en huit mois, en fait un chef-d'œuvre qui lui acquiert la plus grande notoriété dans l'art religieux et remporte le prix unique qui lui vaut d'être reçu solennellement chevalier de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire le Grand (4) par le Souverain pontife. Sa messe, selon une autre condition du concours, est exécutée à l'occasion des fêtes qui ont lieu à Rome en 1843, sous sa direction et avec le plus grand appareil dans l'église Saint-Louis des Français, à Rome, en présence du Saint-Père, entouré des membres du Sacré Collège, du personnel des ambassades et de toute la société de Rome.

Cette messe de Rome est aussi bien accueillie en France qu'à Rome. Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Besançon, Lille, Amiens, etc., sont tour à tour charmés par ces mélodieux, austères et sublimes accents.

Dès lors, les distinctions ne lui sont pas ménagées ; à Turin, l'audition de cette messe lui vaut d'être présenté au roi Charles-Albert, qui lui confère l'ordre des SS. Maurice et Lazare, et l'attache à la musique et à la chapelle de la Cour de Piémont en qualité de directeur honoraire.

(1) Ancien chirurgien militaire, il était médecin de l'hospice de Vienne.

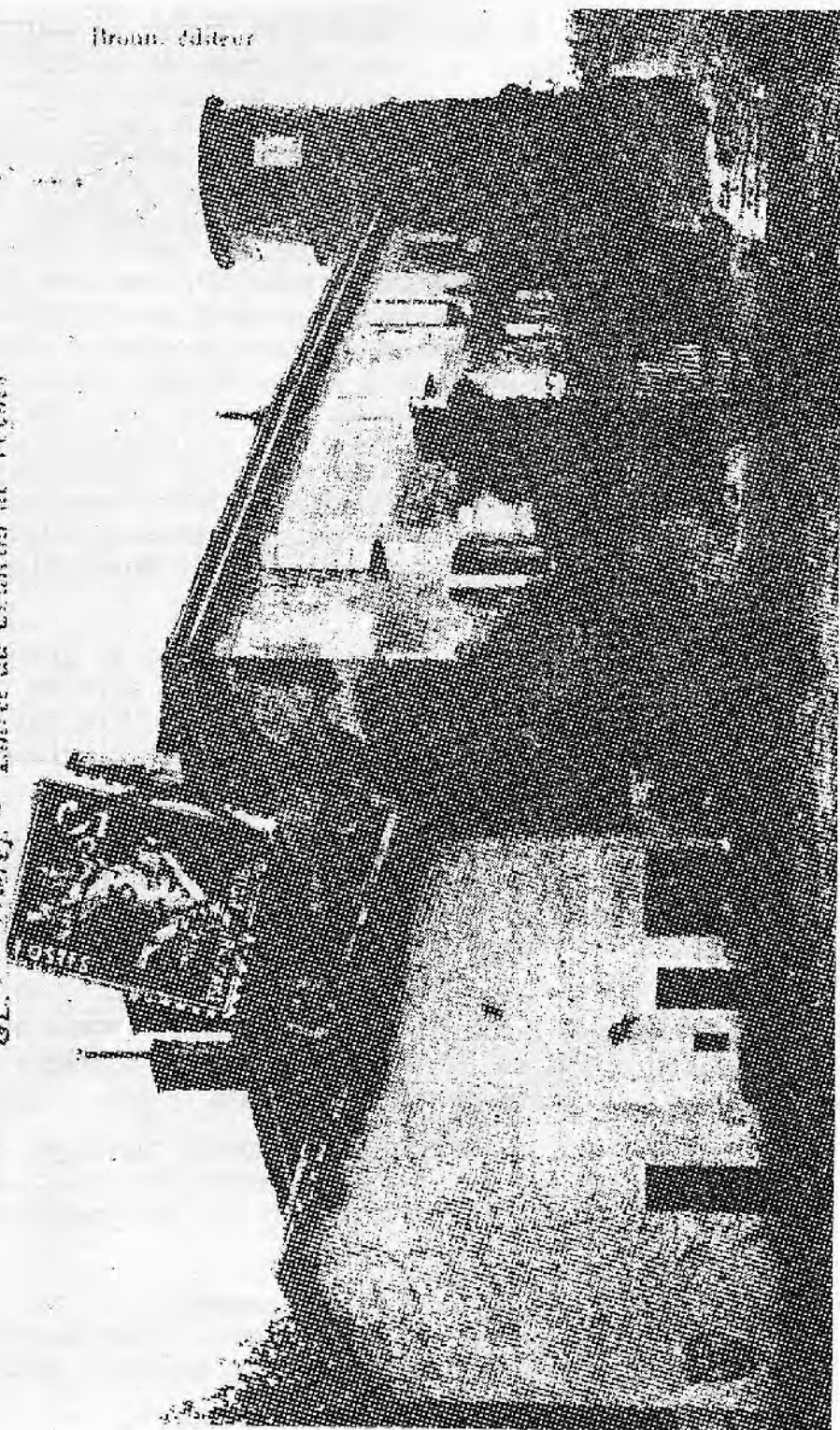
(2) Il était le petit-fils de Claude-Antoine Sain, médecin apothicaire à Bois-d'Oingt (Rhône), et de Madeleine d'Arod.

(3) Le jury d'examen comprenait entre autres Rossini, Meyerbeer, Mendelssohn...

(4) Il fut commandeur du même ordre.

GEORGES (Mère). — Entrée du Château de Veynes

Broussé, éditeur



(fig. 9) LE CHATEAU DE VEYNES, A GENAS

En 1867, ce château revint, par voie d'héritage, aux époux ALMÉRAS-LATOURE.
Devenu veuf, Louis-Michel le revendit, en 1895, à Samuel BLOCH-MEYER.

La publication à Paris et à Bruxelles d'un ensemble de musique de concert sous le titre de « La Création, l'Humanité et la Fin des temps », excite l'intérêt général, et le dernier fragment de cette œuvre envoyée au duc de Saxe-Cobourg et Gotha lui vaut la croix du Mérite civil de Saxe, la plus musicale de toutes les distinctions.

Il entreprend ensuite une pérégrination musicale dans plusieurs grandes villes : à Turin, où il retourne, on exécute un Requiem de sa composition pour l'anniversaire funèbre de l'archiduchesse Françoise-Adélaïde d'Autriche, épouse de Victor-Emmanuel, qui était alors prince royal ; puis, à Lyon, ont lieu deux interprétations successives de la Messe de Rome (5) ; une autre à Marseille, en 1852, qui lui vaut d'être reçu comme membre correspondant de l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Art de Marseille (section des Beaux-Arts).

Revenu à Lyon, pendant près de huit années, il publie dans le journal « Le Courrier », une série de plus de deux cents feuillets de revue musicale, qui constitue tout un arsenal d'enseignements et de critiques judicieuses, dont bien des artistes feront leurs profits.

C'est à Lyon que P. Sain-d'Arod écrit ensuite la grande partition de son Te Deum en vue des fêtes de la rentrée de l'armée d'Italie, musique qui est exécutée sous sa direction le 15 août 1859, par plus de huit cents chanteurs et instrumentistes, à Notre-Dame de Paris.

Les fêtes de l'annexion de la Savoie à la France donnent lieu à une nouvelle audition de cette œuvre dans l'église métropolitaine de Chambéry, en présence de toutes les autorités qui avaient accompagné le cortège impérial, et d'une foule immense accourue de toutes parts.

En 1863, il est appelé pour traiter des matières musicales au « Journal Officiel » ; il s'y révèle bientôt d'une manière si remarquable qu'il y est classé parmi les érudits.

Sur ces entrefaites, la maîtrise de la grande paroisse de Saint-Sulpice, qui formait alors le premier chœur des églises de Paris est vacante ; Prosper Saint d'Arod est élu à l'unanimité pour en occuper le poste, en 1866.

En 1868, pour les fêtes musicales de Grenoble, il écrit la musique de la Cantate d'inauguration de la statue de Napoléon 1^{er} et en dirige l'exécution. Deux corps de musique militaire et des

(5) La première en 1848 et la seconde en 1849, dans l'église de St-Nizier, avec 180 exécutants.

meilleurs accompagnent un chœur nombreux. L'effet est immense sur la place d'armes, et Berlioz, qui assiste à cette cérémonie, formule un éloge reproduit dans un opuscule publié sous le titre de « Fêtes de Grenoble », par MM. Baratier et Dardelet, imprimeurs.

C'est pour une cérémonie analogue, quoique moins officielle, que Prosper Saint d'Arod revient à Vienne en 1870. Il a écrit la musique d'une Ode à Ponsard, qui est exécutée lors de l'inauguration de la statue du poète viennois, dont il était un ami personnel depuis l'enfance.

Tous ces titres lui valent d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur et, plus tard, par un des derniers brefs de son pontificat, et pour une exception unique, Pie IX lui a conféré le titre de Maître de Chapelle honoraire des souverains pontifes, en proclamant la Messe de Rome comme un des faits les plus remarquables de l'art musical religieux de cette époque.

A sa mort, survenue le 7 octobre 1887 à Genas (6), celui qui fut l'ami intime de Meyerbeer et de Berlioz est inspecteur de l'enseignement musical.

(6) Au château de Veynes, propriété de son cousin M. le baron Louis-Michel Alméras-Latour (voir fig. 9).

LA MARQUISE DE SADE

Vienne fin-de-siècle, un paradis de décadence?

par MARIE-FRANCE MELMOUX

Immortalisées par Rachilde, dans un roman de 1887 (1), Vienne et Sainte-Colombe occultent ce titre de noblesse. C'est ici pourtant, à l'ombre des jardins qui bordent le Rhône, que s'accomplit un terme essentiel de la genèse du personnage décadent par excellence qu'est la femme fatale : la transformation d'une petite Mary, au nom angélique encore, en une Marquise de Sade, conformément au traditionnel phénomène d'inversion d'une époque, qui incarne le sadisme en un être délicieux. Goût du monstre, passion tératologique, mais aussi véritable anatomie d'une perversion.

LA MARQUISE DE SADE, œuvre de décadence.

« Ce livre-ci est assez abominable. (...) Des gens très graves ont placé **Monsieur Vénus** dans l'enfer de leur bibliothèque, avec quelques livres du siècle dernier qui effrayent le goût et font songer.

Monsieur Vénus décrit l'âme d'une jeune fille très singulière. Je prie qu'on regarde cet ouvrage comme une anatomie (...), le spectacle d'une rare diversité (...). Toute cette frénésie tendre et méchante, et ces formes d'amour qui sentent la mort, (...), ce vice savant éclatant dans le rêve d'une vierge (sont) une des plus excessives monographies de la « maladie du siècle ». (...) En dépit des pages qui veulent, je crois, être sadiques, et qui sont seulement très obscures et très naïves, ce livre, à mon goût, peut être considéré comme une curiosité qui restera au même titre que certains livres du siècle dernier. (...) La critique moderne substitue volontiers à la curiosité littéraire la curiosité pathologique ».

C'est en ces termes, qui pourraient être une assez bonne définition de l'œuvre de décadence, que Maurice Barrès tenait à préfacier cet autre roman de Rachilde. La jeune femme qui publie sous ce pseudonyme peut, à juste titre, retenir l'attention : Mar-

(1) « La Marquise de Sade », rééd. « Mercure de France », 1881.

guerite Eymeri est l'un des rares personnages féminins dans le monde littéraire de la fin du XIX^e siècle. Son mariage avec Alfred Vallette, directeur du « *Mercur* de France », lui assure une place prépondérante et, critique littéraire, elle peut se flatter d'avoir découvert Jules Renard, Jarry ou Colette. Romancière, les titres de ses romans montrent suffisamment combien les perversions sexuelles retiennent son attention. De *La Marquise de Sade* jusqu'à *Monsieur Vénus*, le phénomène est le même, qui prête au féminin les qualités du masculin — et le divin marquis se fait marquise — tandis que l'homme n'est plus que déesse de l'amour : mais cela ressemblerait presque, chez Rachilde, à une promotion ! L'auteur se fait ainsi le chantre des *Hors-nature*. On reconnaît dans cette fascination pour l'inversion un des thèmes essentiels de l'époque, omni-présent dans la littérature depuis les *Diaboliques* de Barbey d'Aurevilly.

On l'associe d'ordinaire, et Rachilde ne fait pas exception, à une étude de type tératologique : la décadence aime le monstre, plus encore le monstre fait femme. Il flatte le goût du mauvais goût qui est le sien, il permet le développement d'une veine grotesque et parodique, démystificatrice, qui convient bien à tous ces « entrepreneurs en démolition » (2). Le monstrueux physique, déjà connu, se voit renforcé par un monstrueux psychologique, que viennent nourrir la psychanalyse et ses découvertes, les travaux de Charcot et quelques autres sur l'hystérie. Le roman s'enrichit de remarques d'ordre « pathologique ». *La Marquise de Sade* s'inscrit dans ce contexte : on y voit naître, croître et embellir un monstre, d'autant plus effarant qu'il n'est qu'un enfant — on est loin du mythe de l'innocence enfantine — et que cet enfant est une beauté. L'association du mal et du beau, rupture d'un équilibre qui datait de Platon, qui faisait du Beau le reflet du Bien, envahit les romans depuis Baudelaire. L'œuvre retrace la genèse d'un sadisme, privilégiant, de toutes les perversions, l'une des plus prisées de l'époque, puisqu'elle présente l'avantage d'unir étroitement le mal et l'amour, l'érotisme et la mort. Et c'est Vienne qui est le point central d'une évolution dont le texte marque les étapes suivant un parcours à la fois géographique et psychologique.

Mary Barbe est fille de colonel, et les hasards des affectations du régiment paternel la conduisent de Clermont à Joigny, avant que, devenue jeune fille et orpheline, elle n'aille triompher à Paris. Entre Clermont et Vienne, l'enfant a découvert Dôle et le lien indissoluble qui unit la souffrance à l'amour. Délaissée par un père indifférent, qui rêvait d'un fils, par une mère poitrinaire, trop faible pour l'aimer, elle subit les vexations de sa tante-insti-

(2) Léon Bloy : « Propos d'un entrepreneur en démolitions ».

tutrice, Tulotte, des bonnes, des valets. A Dôle, un petit frère vient « assassiner sa mère » et, vivant et fragile, accapare tous les soins.

« Maman... on a tué maman, hurla-t-elle, tandis que chacun se bouchait les oreilles, saisi de frayeur. Et la petite fille, tourbillonnant sur elle-même, vint s'abattre, sans connaissance, devant l'écusson du lit antique où la devise éclatait, toute rouge, à la lueur des cierges : « Aimer, c'est souffrir ! ».

VIENNE, LES JARDINS DU PARADIS.

Après l'enfer de Dôle, Vienne fait figure d'un havre de paix.

« Un nouveau caprice du ministère relançait le régiment de l'est au centre. On était tombé à Vienne, une jolie ville de l'Isère, toujours sans trop savoir pourquoi, mais, dans cette course éperdue à travers la France, cette station se trouvait charmante ; une adorable compensation, pleine de soleil, de l'eau bleue du Rhône, et de fleurs merveilleuses ».

De cette présentation sommaire de la ville, on peut souligner qu'elle n'est en rien spécifique de la région. L'eau, le soleil et les fleurs : Vienne pourrait n'être qu'un choix de hasard (3), s'il n'y avait pas le Rhône, et une grande absence, celle de la Vienne antique. Elle est évoquée, pourtant, tournée en ridicule.

« Le tombeau de Ponce-Pilate, là-bas, dans un fond de route noir, se dressait menaçant et tout luisant de givre. Elle savait l'histoire de ce personnage qui se lavait les mains pour laisser condamner son Dieu. La veille encore, elle la récitait dans l'église de Sainte-Colombe, et Madame Corcette lui expliquait que, Vienne étant une ville pleine d'antiquités, ce bonhomme avait voulu se faire enterrer là pour le plaisir des archéologues futurs ».

On peut évoquer à ce propos le plaisir des décadents à rire des héritages. La référence historique est menaçante : allusion à l'homme qui a « laissé condamner son Dieu », elle est souvenir d'un péché. La Vienne décadente est une ville au passé refoulé, sans âge, sans histoire, sans monuments donc, ville qui doit échapper au temps qui passe : la dérision est salvatrice.

Vienne, dans le roman, n'est plus que fleurs, et c'est ce qui permet de concentrer toute l'action dans un jardin, véritable petite Vienne :

« On appelait cet endroit de Vienne : la Vallée des roses (...). L'on sautait chez un agriculteur (...) ; son jardin, la véritable vallée des roses...

était le paradis, affirme le texte sans trop de détours.

(3) Choix que motiverait suffisamment le déroulement d'un certain nombre d'épisodes de Sade aux alentours de Vienne.

Le jardinier évoquerait un Dieu le Père, l'imagerie d'Epinal :

« Le Père Briffaut avait bien soixante-dix ans, tout ratatiné, la barbe en broussaille (...) ; son regard, très noyé, exprimait une béatitude quasi céleste, il rêvait d'on ne savait quoi en vous parlant et haussait tout à coup les sourcils d'un air de visionnaire ».

Le paradis biblique s'enrichit de la poésie rimbaldienne du « vert paradis des amours enfantins ». A Vienne, Mary rencontre l'amour en la personne d'un aide-jardinier, Siroco, qui n'a pour famille que « le vent brûlant dont la Méditerranée fouette le midi ». Avec ce petit garçon tombé du ciel, l'enfant découvre un amour marqué au coin de la décadence, tout de sensualité, où la femme se fait souveraine et où se laisse deviner, déjà, l'instinct sadique. Et c'est « l'incomparable scène de la tentation édénique », comme le disait le Sâr Péladan, cette autre grande figure de la décadence. La femme devient serpent et, s'étant avisée de son pouvoir, elle en use pour perdre l'homme et détruire à tout jamais le paradis. Le jardinier, horticulteur de génie, vient après deux années de travail, de donner naissance à une rose extraordinaire, bien nommée : Emotion. Mary, nouvelle Evc, veut cueillir la rose :

« Siroco la renversa sur l'herbe et eut l'idée de secouer les arbustes. Toutes les fleurs ouvertes tombèrent, ce fut une pluie. Une odeur suffocante se dégageait de ses milliers de pétales et grisait leurs cerveaux d'enfants, les dilatant d'une manière surprenante, ils avaient la sensation de grandes personnes qui ont bu des liqueurs fortes.

Siroco ! s'écria brusquement Mary, se roulant comme une couleuvre sur la jonchée, si je te demandais un beau cadeau... un cadeau tout à fait d'amoureux... voudrais-tu ? »

Siroco cède, il cueille la rose et la lui rapporte.

Quant à ce nouveau fruit défendu, point question de la croquer à deux : la petite fille se réserve le plaisir :

« Mary ne se lassait pas de respirer la rose qui avait réellement une odeur étrange. Soudain, elle y mit les dents, et, dans un raffinement de plaisir, elle la mangea ».

Manger une odeur, dévorer des couleurs, Mary, décadente et esthète, serait une possible disciple du des Esseintes d'*A Rebours* : mais elle est femme, et pour une femme, on ne dit pas : esthète, mais : vampire !

Après l'épreuve, vient le verdict : et Mary, telle jadis Evc, mais sans son Adam, comme si l'homme décadent n'avait pas l'envergure de son ancêtre, est chassé du paradis :

« Le vieux jardinier, pareil à l'ange exterminateur, levant son gourdin comme une épée flamboyante, désigna la grille

du jardin à Mary. Celle-ci, très digne, se retira.
A partir de ce jour de juin, Mary, chassée du paradis des roses, ne sut plus que faire de ses récréations ».

C'est ainsi que se réalise, à Vienne, la double expérience fondatrice de l'humanité : celle du Paradis et celle de la Chute. Si, pourtant, Vienne a un goût de péché, Sainte-Colombe achève la chute en perversion.

SAINTE-COLOMBE : LE RHONE, L'AMOUR, LA MORT.

Si Sainte-Colombe n'a plus rien de l'Eden, le cadre reste néanmoins celui d'une possible idylle, champêtre et plein de bonne humeur, lieu de fêtes où se retrouvent les soldats en goguette.

« Sainte-Colombe est un joli village, ombragé par des mûriers énormes. Il y avait des baraques de saltimbanques sous ces mûriers, un bal champêtre, des tonnelles pavoisées, des tirs aux pigeons ».

Mais comme le paradis décadent avait l'éphémère des roses qui le constellent, l'idylle, faite par le Rhône, est emportée par le vent et le village recèle deux trahisons qui enseignent définitivement qu'« aimer, c'est faire souffrir ».

La chance du hameau est le Rhône, qui le sépare de Vienne et de la souffrance. La traversée est deux fois tentée sans succès, avec Siroco d'abord, et c'est l'espoir d'un amour réciproque, puis seule, et c'est la foi en l'amitié compensatoire d'un Dieu.

« Ils prirent le chemin de l'halage, le long du fleuve, pour gagner le bac qui passait les gens de Vienne à Sainte-Colombe, moyennant trois sous par personne ».

Traversée vers le bonheur ? Vienne s'est transportée là, la foule indifférente et hostile a investi le lieu de l'idylle, l'espace amoureux est devenu occasion de souffrance pour l'enfant qui voit passer là son père, accompagné du régiment, et le petit frère haï. L'amour laisse place à la haine, et Siroco, qui n'était qu'amour, est emporté, dernier supplice, par son parrain le vent :

« Longtemps, Mary, sans savoir pourquoi, le suivit dans cette gaie tourmente qui le lui emportait. Une fois, elle crut que le vent, d'un seul effort, l'avait lancé jusqu'au ciel ».

Pour l'accompagner, Siroco avait pris froid : il est sa première victime. Mais la mort du frère rêvé devait-elle être sans conséquence sur le frère réel ?

Sainte-Colombe, une seconde fois, fait défaut.
C'est son église que fréquente l'enfant qui se sépare à la communion et espère « que le bon Dieu devient pour celui qui le reçoit comme un ami » :

« Quelle consolation n'aurait-elle pas désormais, l'enfant négligée, n'ayant plus de mère, à peine de père, et qui avait perdu Siroco ! ...Elle fut navrée du résultat. Rien ! »

Le Rhône est menteur, l'amour, impossible de part et d'autre de ses rives. Le jardin des délices se transforme en jardin des supplices, et Mary, un beau soir, laisse périr le petit frère qu'une nourrice ivre écrase.

« Pourquoi aurait-elle sauvé la vie de son frère ? (...) Mary eut un rire silencieux, ses yeux superbes lancèrent un éclair de haine. Toi, murmura-t-elle, tu as fini de pleurer ! Elle gagna la porte, sortit sans hésitation, et revint dans sa chambre, où elle se coucha, le visage tourné du côté du mur. Une heure après, elle dormait, le sourire aux lèvres, du sommeil des innocents ».

Et l'on quitte bientôt la région.

Vienne et Sainte-Colombe servent ainsi de décor à la naissance du sadisme. Décor plus que paysage réel : le roman, psychologique, s'attache moins à la description qu'aux personnages, et ne retient des lieux que des éléments symboliques, le Rhône, le vent, les jardins. Ne nous plaignons pas : c'est à cela, sans doute, que Vienne doit d'avoir été, un jour, un paradis... Mais un enfer aussi ? L'« à rebours » est le principe de toutes les décadences. N'oublions pas, surtout, oracle inquiétant — (comme Huysmans l'affirmait) — que « toutes les queues de siècle se ressemblent. »

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES « AMIS DE VIENNE »

Président d'Honneur (à vie) :

M. Charles JAILLET - Ancien Président

Comité de Patronage :

M. Michel CARDUNER - Conservateur.

M. Gabriel CHAPOTAT - Membre du C.N.R.S. - Fondateur, Directeur
du Centre de Recherches Archéologiques.

M. Roger LAUXEROIS - Conservateur des Musées.

M. Serge TOURENC - Conservateur de Fouilles.

BUREAU

Président : M. André HULLO - Professeur.

Vice-Présidents : M^e Charles FRÉCON - Notaire - Vienne.

M. Jean-François GRENOUILLER - Bibliothécaire.

M. Marcel PAILLARET - Ingénieur - Vienne.

M. François RENAUD - Professeur.

Secrétaire Général : M^e Charles FRÉCON - Notaire - Vienne.

Secrétaire-adjoint : Pierre GIRAUDO.

Trésorière : M^{me} THEVENET - Directrice de l'Office de Tourisme.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M^e Jean ARMANET - Notaire - Vienne.

M. Paul BLANCHON - Professeur - Vienne.

Dr Marc CHALON - Sainte-Colombe.

M. Roger DUFROID - Retraité - Vienne.

M. Jean GUEFFIER - Adjoint au Maire de Vienne.

M. Jean-François GUILLET - Licencié ès-Sciences - Sainte-Colombe-lès-Vienne.

M^{me} Michel GUILLOT - Saint-Romain-en-Gal.

M. Jean MELMOUX - Université - Lyon III.

M. Jean PERRIOLAT - Chimiste - Vienne.

M^{me} Maurice SEGUIN - Vienne.

M. SONDAZ - Vienne.

M. Jean VAGANAY - Industriel - Vienne.

Sauvegardes et interventions

- 1907 — Achat à un propriétaire grâce à une souscription lancée par la Société, de la mosaïque de Lycurgue ; financement de la restauration de la statue de l'Apollon Pythien.
- 1909 — Création par notre Société du Syndicat d'Initiative, qui ne devient indépendant qu'en 1947.
- 1920 — Début des travaux de restauration de la façade ouest de la cathédrale Saint-Maurice. La Société lutte depuis 1908 pour obtenir la contribution des Monuments Historiques et organise une souscription publique.
- 1922 — La Société achète des immeubles pour faciliter le début des fouilles du théâtre romain.
- 1928 — Dégagement et achèvement de la façade de Saint-André-le-Bas pour l'achat, puis la démolition de vieux immeubles, grâce à une nouvelle souscription et par les dons de sociétaires.
- 1938 — Résurrection du cloître de Saint-André-le-Bas grâce à divers dons de sociétaires, en particulier de M^{me} GUILLEMAUD, qui cède les colonnes.
- 1958 — Contribution financière pour le rachat de la statue de la Tutela à un antiquaire.
- 1967 — Interventions multiples pour la sauvegarde des mosaïques de la place Saint-Pierre et du site de Saint-Romain-en-Gal.
- 1977 — Sauvegarde du mobilier du Musée.